SOLIDARITÉ, LIBERTÉ, ÉGALITÉ, PAPIERS !

D'OÙ QUE L'ON VIENNE, OÙ QUE L'ON SOIT NÉ-E

NOTRE PAYS S'APPELLE SOLIDARITÉ

JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANT.E.S

CONTRE DARMANIN ET SON MONDE

MANIFESTATION

Samedi 17 décembre 14h30

Préfecture Bourg-en-Bresse

à 16h30, intervention d'Omar Slaouti, suivi d'un débat, à propos du livre *, "Défaire le racisme, affronter le fascisme", Salle Olympe de Gouges, 1 rue Pierre Sémard.

* écrit en commun avec Ugo Palheta

Collectif Solidarité Migrants 01. IPNS ne pas jeter sur la voie publique

Journée Internationale des migrantEs

Macron et ce pouvoir méprisent les habitantEs de ce pays, avec ou sans papiers.

Ils parlent de liberté. Mais refusent la liberté de circuler aux migrantEs. Ils parlent d'égalité mais la refusent aux sans-papiers, ils remplissent les centres de rétention.

Ils ne respectent pas le droit d'asile alors même que l'état français est en partie responsable de guerres et de partenariats économiques honteux qui provoquent l'exil, semant la misère, le désespoir, le racisme et la haine là où il faut davantage de solidarité, de liberté et d'égalité.

Criminalisation des locataires en difficulté et des squatteurs de logements vides. Les députés macronistes ont déposé une proposition de loi qui prévoit de condamner à 3 ans de prison et 45 000 € d'amende les personnes et familles sans-abri qui occupent un logement vide. Elle permet d'expulser sans jugement. Une dette de loyer pourra envoyer le locataire en difficulté à la rue. Il y a aujourd'hui en France 3 millions de logements vacants. C'est plus facile et plus rentable de réprimer les squatteurs et les locataires en difficulté que d'agir enfin contre la crise du logement.

Non à la chasse aux étrangerEs, pour un accueil digne des réfugiéEs La loi que Darmanin prépare pour le début de l'année 2023 est sous le signe des expulsions en masse des réfugiéEs qui ont reçu une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Reprenant la propagande du RN, il fait passer les réfugiéEs pour des délinquants. Il prévoit dans sa loi d'instaurer un fichier des personnes recherchées (FPR) visant à les criminaliser. Darmanin vient d'envoyer une directive aux préfets les enjoignant à délivrer des OQTF de façon « systématique ». Alors même que la France est déjà l'un des pays européens les plus actifs en la matière. En 2021, près de 122 000 OQTF ont été prononcées.

Les réfugiéEs de l'Ocean Viking à peine débarqués, privés de liberté. L'État a accueilli l'Ocean Viking à reculons en organisant tout sauf un accueil. Guidé par sa volonté de répondre à l'extrême droite qui l'accuse de « complaisance » Débarquement sous escorte militaire, à l'abri des regards des éluEs, des ONG et des journalistes, dans le port militaire de Toulon. Aussitôt placés dans une « zone d'attente » créée pour l'occasion. L'Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers (Anafé) qui a pu se rendre sur place, estime que les rescapés de l'Ocean Viking ont été « victimes de violation de leurs droits fondamentaux ». Placés sous la garde de 200 policiers et gendarmes, les 234 rescapés ont été soumis de suite à un examen de leur situation administrative. La procédure était expéditive : 48 heures pour fournir aux agents de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra) les documents nécessaires à la demande d'asile. L'urgence dans ces conditions est synonyme d'arbitraire. Le respect de la légalité n'est pas la priorité du ministre de l'Intérieur. Non seulement le sort des réfugiéEs est en jeu mais aussi le respect des droits humains, des droits démocratiques fondamentaux pour toutes et tous que le gouvernement et l'extrême droite voudraient remettre en cause.

Et dans la Manche, il y a un an, 27 noyés. L'enquête en cours prouve que de nombreux appels de détresse, reçus par les services de secours français, ont été traités avec mépris !

Nous appelons à la fermeture des centres de rétention.
Nous demandons un logement décent pour toutEs, l'arrêt des expulsions
La liberté d'installation et de circulation et des papiers pour toutEs
Le respect des droits humains et démocratiques

Pétition : sur les évènements survenus le 19 octobre … Le lien pour la signer : https://chng.it/ckskjNLFrJ

Collectif Solidarité Migrants *: RESF 01 / Ligue des Droits de l'Homme / Cimade / Emmaüs / ATTAC / Small Axes / Union Syndicale Solidaires/ CGT Educ'action / FSU / Cent pour un toit / CCFD-Terre Solidaire / UCL / NPA / PCF / Ensemble 01 ! / Welcome / LFI*

